pliquer les modifications faites par les arrêts du règlement de Parlements postérieurs à cet Edit qui était une loi générale pour tout le Royaume.

Au reste, en France, les assemblées générales, comme on l'a vu, ne se composaient que d'un nombre limité de personnes et déterminé par chaque règlement particulier, (Voir Jousse Gov. des Paroisses p. 122.) Il est à observer que dans le midi de la France, régi par le droit romain, on ne connaissait pas les marguilliers.

Les biens de fabriques étaient administrés par les municipalités.

En résumé, il est de fait, qu'en France, pour ce qui concerne les fabriques, tout était laissé aux usages de chaque paroisse ; usages, dans certains cas, confirmés par des règlements particuliers,—il, n'existait sur cette matière aucune jurisprudence, aucun usage uniforme qui put former le droit commun à cet égard, surtout quant à la nomination des marguilliers.

Dans la Nouvelle-France, dès 1621, treize ans après la fondation de Québec, on y tenait des registres de baptêmes, mariages et sépultures.

Ces registres étaient intitulés : " Registres de la paroisse de Québec."

Une ordonnance de Mgr. de Laval, en date du 5 Décembre 1660, pour l'Eglise de *Notre-Dame de Québec*, contient ce qui suit : L'élection des nouveaux marguilliers de la dite Eglise, se fera par ceux qui sont en charge et par les anciens marguilliers à la pluralité des voix et par suffrages secrets (Recueil des Ord. Synodales du Diocèse de Québec, publié en 1859, lettre M. No. 6 p. 100).

Par les documents conservés aux archives de l'Archevêché de Québec, il appert que la paroisse de Québec *intra muros* a été érigée le 15 Sept. 1664.

Il est certain, par les termes mêmes de l'Ordonnance de Mgr. de Laval, que, dès avant 1660, il y avait des marguilliers, puisque les anciens marguilliers doivent